

Discours de Peter Thorneycroft devant l'Assemblée de l'UEO (Paris, 4 décembre 1962)

Légende: Le 4 décembre 1962, Peter Thorneycroft, ministre britannique de la Défense, prononce un discours devant l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale (UEO). Il souligne que le Royaume-Uni, en tant que pays européen, s'intéresse de près à la défense de l'Europe et insiste sur l'importance de la mise en place d'une défense commune et efficace. Le ministre s'exprime sur la nécessité pour les pays européens de s'associer dans les études et la mise au point d'armements.

Source: Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale. "Discours de M. Thorneycroft, Ministre de la défense du Royaume-Uni (Paris, dixième séance, 4 décembre 1962)" dans Actes officiels: Huitième session ordinaire, Deuxième Partie, Vol. IV: Procès-verbaux: Compte rendu des débats. Paris: Assemblée de l'UEO. Décembre 1962, pp. 87-91.

Copyright: (c) WEU Secretariat General - Secrétariat Général UEO

URL:

http://www.cvce.eu/obj/discours_de_peter_thorneycroft_devant_l_assemblee_de_l_ueo_paris_4_decembre_1962-fr-ce7a5045-2d83-4a02-9b6f-9f8575e8743d.html

Date de dernière mise à jour: 25/10/2016



**4. Discours de M. Thorneycroft,
Ministre de la défense du Royaume-Uni**

M. le PRÉSIDENT. — L'ordre du jour appelle donc le discours de M. Thorneycroft, Ministre de la défense du Royaume-Uni.

Vous savez tous, mes chers collègues, que M. Thorneycroft a grandement contribué à l'unité de l'Europe; je puis dire qu'il combat, lui aussi, depuis longtemps, pour les idéaux que nous chérissons tous. Je suis certain que, dans ses hautes fonctions de ministre de la défense du Royaume-Uni, il continuera de soutenir l'Assemblée de l'Union de l'Europe Occidentale en appliquant toute son intelligence à l'étude de nos problèmes.

Nous lui sommes reconnaissants d'avoir bien voulu honorer de sa présence cette Assemblée, heureuse de l'accueillir chaleureusement.

La parole est à M. Thorneycroft, Ministre de la défense du Royaume-Uni.

M. THORNEYCROFT (*Ministre de la défense du Royaume-Uni*) (Traduction). — M. le Président, je vous remercie de l'honneur que vous m'avez fait en m'invitant à prendre la parole devant cette Assemblée. C'est pour moi un très grand plaisir personnel, mais c'est aussi un hommage qui est rendu à ma charge. C'est en effet la troisième fois, en l'espace de dix-huit mois, qu'un ministre de la défense britannique est invité parmi vous, et j'espère que nous saurons ne pas abuser de votre amabilité.

Si c'est effectivement la première fois que je m'adresse à une assemblée européenne en tant que ministre de la défense, ce n'est pas pour autant — comme vous l'avez dit, M. le Président — la première fois que je prends la parole devant un auditoire européen. En réalité, j'ai déjà eu l'avantage d'occuper un assez grand nombre de postes au cours de ma carrière politique et, chaque fois, j'ai eu la bonne fortune d'être en contact avec mes homologues continentaux.

C'est en ma qualité de ministre du commerce que j'ai eu mes premiers contacts avec les problèmes européens. A l'époque, il s'agissait de problèmes relatifs aux échanges et au commerce et, au cours de la période de redressement économique d'après-guerre, notre principal souci était d'imposer des contingentements à nos importations mutuelles; cette époque est, heureusement, à peu près révolue. Je me souviens aussi de ma

collaboration avec la Communauté du Charbon et de l'Acier, à Strasbourg, qui a ébauché l'esquisse de l'organisation qui devait voir le jour par la suite.

En tant que Chancelier de l'Echiquier, j'ai eu l'honneur de présider l'Organisation Européenne de Coopération Economique et il m'a été donné d'être, dans une certaine mesure, le témoin et même l'un des artisans de l'œuvre qu'accomplissait alors l'Europe pour parvenir à une union plus étroite. Enfin, après une période de retraite et de méditation, toujours salutaire pour l'homme politique, j'ai fait ma rentrée sur la scène politique en qualité de ministre de l'aviation.

L'aviation est un secteur propice à la coopération. J'ai eu le privilège de participer, dès le début, à la mise en œuvre de deux projets d'importance primordiale. En premier lieu, il y a eu le C.E.C.L.E.S. (Organisation européenne pour la mise au point et la construction de lanceurs d'engins spatiaux) qui a, semble-t-il, permis à de nombreux pays européens de s'engager dans une aventure technique à la limite extrême des connaissances humaines. Je suis certain que l'Europe en tirera grand profit, non pas simplement grâce au satellite qu'elle lancera vers le ciel, mais aussi en raison des enseignements techniques qu'elle en tirera. En second lieu, il y a eu les discussions préliminaires concernant la construction en commun, par le Royaume-Uni et la France, d'un avion de ligne supersonique Mach II; ce projet est du reste sur le point d'aboutir grâce à mon ami Julian Amery et à M. Dusseaulx. C'est avec une assez solide expérience de la coopération européenne que je vais par conséquent aborder ces problèmes; j'ajoute enfin que je compte un grand nombre d'Européens parmi mes amis.

C'est donc à la lumière de mon expérience passée que je vais aborder les problèmes plus austères de la défense. A dire vrai, il est difficile de parler d'une manière rationnelle d'un sujet aussi irrationnel que la guerre sous sa forme moderne et mon propos n'est pas de vous faire un long exposé de stratégie. Je préfère m'arrêter un moment sur quelques-unes des considérations d'ordre pratique qui influent sur l'effort global de défense que l'Europe peut fournir, et qui en déterminent, dans une certaine mesure, l'orientation. Lorsque mon prédécesseur, M. Harold Watkinson, a eu l'honneur de prendre la parole ici-même en juin dernier, il a pris pour sujet les responsabilités du Royaume-Uni

M. Thorneycroft (suite)

en dehors de la zone O.T.A.N., et il a examiné les limites d'ordre pratique imposées à notre effort de défense par des considérations d'ordre économique et par des problèmes d'effectifs. J'aimerais citer un passage de son discours. Il a dit :

« Nous sommes absolument convaincus que nous n'aiderions personne, si ce n'est M. Khrouchtchev, en consacrant à la défense des sommes telles que nous risquerions de saper les fondements mêmes de la société libre, vigoureuse et prospère, qui est la carte maîtresse dont l'Ouest dispose vis-à-vis du reste de l'humanité. »

Par ces mots, M. Watkinson mettait l'accent sur un problème qui se pose à nous tous, en Europe. Il s'agit bien de cette société libre, vigoureuse et prospère à la construction de laquelle vous avez tous travaillé sans relâche ; si, dans un instant, je compte vous parler brièvement des armes qui, aussi paradoxal que cela puisse paraître, sont indispensables pour empêcher la guerre, prenons d'ores et déjà conscience, et souvenons-nous du rôle que joue une société vigoureuse et prospère dans cette lutte pour la conquête de l'esprit humain.

M. le Président, c'est la présence ici, en Europe occidentale, de nations prospères et heureuses — et, je dirai même de gens heureux et prospères — s'attachant à cultiver les arts de la paix, qui constitue le seul rempart véritablement efficace contre l'infiltration des idées communistes. La tâche qui incombe aux ministres de la défense, comme, du reste, à tous ceux d'entre nous qui s'occupent à un titre ou à un autre de questions de défense, est déjà assez difficile et complexe en soi. Elle serait impossible si un grand nombre de ceux que nous essayons de défendre doutaient réellement de la valeur du système que nous tentons de sauvegarder.

Entendons-nous bien. Je ne dis pas que nous devrions négliger notre armement ou éviter de lui consacrer des sommes importantes. Je ne sais si les paroles prononcées ici parviendront jamais aux oreilles du Chancelier de l'Échiquier britannique, mais je suis obligé de reconnaître que le Royaume-Uni dépense déjà, pour la défense, 7 % de tout ce qu'il produit, et je ne vois guère comment ce pourcentage pourrait diminuer. Ce que je dis, c'est que la prospérité économique de l'Europe constitue une base néces-

saire si l'on veut que les efforts consentis en matière de défense soient de quelque utilité. Si je puis me permettre de le dire, sans empiéter pour autant sur vos discussions ultérieures, la défense d'une Europe faible et divisée nous poserait des problèmes extrêmement différents et bien plus graves que la défense de l'Europe forte et unie que nous appelons tous, je crois, de nos vœux. Voilà, à mon avis, les considérations générales qui s'imposent.

J'ai parlé de la nature des nations et des peuples que nous essayons de défendre. Parlons un peu maintenant de la menace à laquelle ils sont exposés. Nous ne devons nous bercer d'aucune illusion. Le monde communiste a pour objectif déclaré de détruire le système sous lequel nous vivons. La menace ne surgira pas forcément en Europe et ne prendra pas obligatoirement la forme d'une action militaire. Cependant, elle est là, constamment ; elle est sur terre, sous forme d'armes, classiques ou non ; elle est dans les airs, sous forme d'avions, mais aussi et surtout d'engins ; elle est à la surface comme au fond de la mer ; elle est dans la propagande répandue aux confins de la sphère d'influence du monde occidental ; elle s'infiltré dans les mouvements syndicalistes, au cœur même de nos affaires.

Ce n'est pas chose aisée que de faire face à cette menace, et ce n'est pas aux seuls ministres de la défense de le faire. La question de savoir combien nous pouvons et devrions dépenser pour nos crédits de défense semble presque, à première vue, plus difficile à résoudre pour le Royaume-Uni que pour la plupart des pays européens. Permettez-moi de m'arrêter quelques instants sur ce point. En tant que pays européen, le Royaume-Uni s'intéresse de très près à la défense de l'Europe, non seulement par amitié ou sentiment, mais par intérêt personnel. L'Europe est notre continent, comme il est celui des autres Européens. D'autre part, en tant qu'île entièrement tributaire de son commerce mondial, nous devons, pour vivre, exporter, si je ne me trompe, le quart environ de tout ce que nous produisons. Winston Churchill a déclaré un jour que si nous cessions nos exportations, la moitié de la population serait obligée de partir et que la question de savoir quelle moitié devrait s'expatrier ne serait pas résolue sans créer de rançonneurs.

Il nous faut donc acheter et vendre dans tous les continents. Nos intérêts sont à l'échelle mondiale — et ne croyez pas qu'il s'agisse, en l'occurrence, de quelque rêve nostalgique d'im-

M. Thorneycroft (suite)

périalisme. Nous ne prenons pas nos souvenirs pour des espoirs, mais c'est bien la dure réalité du monde où nous vivons. Là encore, si vous voulez, il s'agit d'intérêt personnel ; mais notre intérêt, l'intérêt du Royaume-Uni, diffère-t-il tellement de celui de nos amis européens ? Je ne le crois pas. Aucun d'entre nous, j'en suis certain, ne croit réellement que nous pourrions nous acquitter du rôle que nous avons à jouer, en tant qu'Européens, dans le domaine de la défense, si nous gardions les yeux constamment fixés sur notre continent, sans tenir compte du monde extérieur. Ce serait là une conception bien bornée de la stratégie. Ce serait l'erreur fatale commise par plus d'un chef militaire vaincu qui concentre ses forces au milieu du champ de bataille en oubliant complètement les flancs.

J'ai la conviction que les Européens, unis toujours plus étroitement en matière de défense, n'organiseront pas seulement ensemble la défense de ce continent, si vitale soit-elle, mais aussi celle des flancs, des lignes de communication, des sources d'approvisionnements, et des marchés extérieurs en constante expansion. L'Europe est, par ses virtualités, non pas une paroisse, mais une puissance mondiale, et nous devons concevoir sa défense en conséquence. Il ne s'agit pas d'intérêts insulaires, mais d'intérêts communs et, pour les sauvegarder, nous avons, dans les Etats-Unis d'Amérique, un grand et puissant allié. Lorsqu'on écrira l'histoire de notre temps, on rendra hommage au rôle que l'Amérique a joué, notamment en Europe. Elle n'a mesuré ni son argent, ni son effort militaire, subordonnant souvent, comme dans le cas du Marché Commun, des intérêts à court terme à des espoirs plus vastes et à la vision plus large d'une Europe puissante et unie. Elle s'est rendu compte que les intérêts de l'Ouest — Amérique comprise — sont mieux défendus par une Europe forte que par une Europe faible et divisée.

J'en viens maintenant à la puissance proprement dite de l'Europe. Nous avons souvent tendance à nous critiquer les uns les autres — comme dans bien des familles — et, ce faisant, nous risquons d'oublier la puissance que représentent la conjonction et l'utilisation judicieuses de nos efforts individuels. Je suis certain que vous ne me taxerez pas d'impolitesse si je ne vous parle pas en détail du rapport très complet et très intéressant de M. Duynstee sur

la sécurité européenne, document qui aborde tout au moins quelques-uns des problèmes complexes et controversés de la défense européenne. Outre leurs incidences militaires, la plupart d'entre eux ont des prolongements économiques et politiques certains. Je suis donc sûr que vous tiendrez à prendre bonne note de ce rapport, ainsi que des débats qui ont fait suite à sa présentation, et qu'ils aideront à voir plus clair dans ces problèmes ardu.

Il y a cependant un point que je voudrais mentionner ; il est dit, en effet, dans ce document, que la force de dissuasion britannique peut être considérée comme dangereuse, coûteuse, bientôt périmée et sans valeur réelle de dissuasion. Dangereuse, certes, et même très dangereuse pour l'ennemi. Bientôt périmée, assurément, mais n'est-ce pas le sort de toute chose et de tout être ? Coûteuse, sans nul doute, mais empêcher la guerre est une coûteuse affaire. Sans valeur réelle de dissuasion ? Ceux qui le pensent se trompent. Je vous affirme, avec toute la force dont je suis capable, que le Royaume-Uni est, à l'heure actuelle, et pour de longues années encore, grâce au matériel dont il dispose, en mesure d'infliger à un agresseur éventuel des pertes si lourdes qu'il ne pourrait espérer raisonnablement s'en tirer à son avantage. Telle est précisément la raison d'être d'une force de dissuasion.

Plutôt que de critiquer nos efforts mutuels, qu'il s'agisse des grandes forces terrestres françaises et allemandes, de l'Armée britannique du Rhin — dont j'espère, d'ici quelques semaines, pouvoir étudier sur place les problèmes — de la force de dissuasion britannique ou de la *Royal Navy*, mieux vaudrait étudier sans relâche les meilleurs moyens de les fondre en un instrument efficace de la défense de l'Europe et du monde occidental dont l'Europe fait partie.

Cette tâche présente un aspect qu'il me faut, je crois, mentionner tout particulièrement : c'est le problème de l'interdépendance ou, comme disent les Américains, de la « complémentarité » en matière d'étude, de mise au point et de production. Nous devons nous féliciter, à cet égard, du rapport soumis par M. Kliesing au nom de la Commission des Questions de Défense et des Armements. Ce document présente une critique des efforts poursuivis jusqu'ici et constituera, je pense, un appoint utile dans la campagne en faveur de l'interdépendance. Je crois pouvoir dire que je connais assez bien le sujet,

M. Thorneycroft (suite)

et, en tout cas, certaines des difficultés qu'il présente, pour aider dans une faible mesure à les résoudre.

Les forces européennes, qu'elles soient déployées dans les plaines de l'Allemagne centrale ou dans le Golfe Persique, auront besoin d'un équipement de plus en plus compliqué, dont le coût augmente beaucoup plus rapidement que tout autre chose. Nous risquons tous, soit d'avoir un équipement périmé, soit d'imposer à notre économie un effort qu'elle ne peut supporter sans danger. Tel est le dilemme où nous risquons de rester enfermés à tout jamais, et notre situation s'est trouvée aggravée du fait que, par le passé, nous avons tous abordé les problèmes dans une optique nationale étroite, attitude à laquelle nous sommes constamment tentés de revenir, par amour-propre national ou par intérêt commercial.

Ce qu'il nous faut pour les projets plus vastes — et il s'agit ici de projets très vastes en vérité — ce sont d'importants capitaux et de larges débouchés ; ce sont ces attributs qui ont permis à l'Union Soviétique et aux Etats-Unis de trouver plus facilement des solutions à leurs problèmes. L'Europe pourrait trouver des solutions identiques. Considérées dans leur ensemble, les ressources financières et techniques de l'Europe sont certainement tout aussi importantes que celles qui existent ailleurs dans le monde. La question est de savoir comment les utiliser au mieux.

Le plus difficile est souvent de concilier les besoins. Il n'est guère aisé de persuader les forces aériennes françaises, allemandes, italiennes et du Bénélux de vouloir toutes la même chose, en même temps. Elles veulent toutes passionnément des choses différentes à des moments différents. Même lorsqu'on est parvenu à un accord sur la stratégie ou la tactique, vous n'imaginez pas la diversité des moyens qui sont proposés pour les mettre en œuvre, comme, par exemple, dans le cas des chars.

Néanmoins, la recherche de solutions idéales aux problèmes propres à chaque nation et à chaque arme s'est traduite par des insuffisances coûteuses pour l'ensemble de l'Europe. Les membres de cette Assemblée savent combien il est difficile de prêcher l'interdépendance, surtout lorsque celle-ci peut signifier que, dans certains cas, les commandes devront être passées à

des firmes étrangères. Les parlementaires ont un grand rôle à jouer en prenant conscience du problème et en le présentant clairement à cette opinion publique qu'ils doivent guider et non suivre.

Gardons-nous cependant de sous-estimer l'œuvre déjà accomplie. Il y a eu d'importants échanges de matériels : armes nucléaires tactiques en provenance des Etats-Unis ; armes portatives en provenance de Belgique ; nous avons acheté des hélicoptères du type Alouette à la France et des obusiers à l'Italie ; les Allemands viennent de nous acheter un canon pour char de combat. Un grand nombre d'entre nous se sont associés pour la construction de l'engin air-air Bullpup, avec la Norvège comme contractant principal.

Il importe d'associer nos travaux en matière d'étude et de mise au point et ce qu'il nous faut, ce sont des projets réellement européens. Votre rapport fait état d'un programme combiné pour la construction du Hawker P. 1127 qui est le plus petit et le plus léger des avions de chasse à décollage vertical. C'est actuellement le type d'avion le plus perfectionné du monde, et ce projet peut avoir des prolongements importants. Essayons de construire ces avions sur une base européenne et non sur une base nationale.

Il existe beaucoup d'autres exemples de moindre envergure, mais cependant importants, notamment dans le domaine naval. Heureusement, les forces navales, du fait, je suppose, qu'elles opèrent en mer, semblent vivre dans un monde à part. Toute personne vivant à terre, quelle que soit sa nationalité, leur semble appartenir à une race un peu différente. C'est pourquoi elles sont sans doute disposées, plus que n'importe quelle autre arme, à combiner davantage leurs efforts dans une tâche de ce genre.

Nous pouvons retirer quelques avantages de l'utilisation en commun de certaines installations, telles que les souffleries et les polygones de tir. Nous sommes très heureux d'accueillir les Allemands dans nos polygones de tir. Nous avons procédé à des exercices aéroportés avec les Français. Mais il va de soi qu'il nous reste encore beaucoup à faire. Nous devons prendre bonne note des suggestions contenues dans le rapport, préconisant la mise en commun des moyens de production d'armements, mais en les examinant, cependant, je pense, à la lumière des négociations de Bruxelles. Toutefois, le tableau n'est pas absolument sombre. On parle surtout

M. Thorneycroft (*suite*)

des échecs, mais les succès sont tout aussi éloquents pour l'avenir.

Je voudrais terminer en disant que l'Europe, en dépit de sa longue histoire, est au début et non à la fin de son voyage. Au moment de nous mettre tous en route, il se peut que nous nous observions d'un œil critique, mais quelque chose me dit qu'avant longtemps, nous finirons par apprécier de plus en plus nos particularités mutuelles ; dans le domaine de la défense, il serait en tout cas sage que nous nous efforcions d'utiliser au maximum l'aide et la force que chacun d'entre nous est le plus à même d'apporter ; si nous nous montrons unis, l'avenir s'éclaire, mais si nous nous désolidarisons les uns des autres, alors, selon les paroles du philosophe Hobbes, il y a toutes les chances pour que cet avenir soit « solitaire, misérable, déplaisant, barbare et court ».

M. le PRÉSIDENT. — Je tiens, avant tout, à remercier très vivement M. le Ministre Peter Thorneycroft de son intervention et de son allocution. M. Thorneycroft a bien voulu accepter de répondre aux questions que des membres de l'Assemblée désiraient lui poser. Je voudrais auparavant lui demander s'il estime que l'échange de questions et de réponses peut avoir lieu en séance publique ou s'il préfère que le huis clos soit ordonné.

M. THORNEYCROFT (*Ministre de la défense du Royaume-Uni*) (Traduction). — Je préférerais que ce soit en séance restreinte.

M. le PRÉSIDENT. — M. Thorneycroft préfère que l'échange de questions et de réponses ait lieu à huis clos.

La décision appartient à l'Assemblée. En effet, conformément à l'article IX de la Charte et à l'article 20 du Règlement, « les débats de l'Assemblée sont publics, à moins que celle-ci n'en décide autrement. »

Il n'y a pas d'opposition au huis clos? ...

Le huis clos est ordonné.

Afin de permettre que soient prises les dispositions matérielles résultant de cette décision, la séance va être suspendue pendant quelques minutes.

À la reprise de la séance, le public ne sera pas admis dans les tribunes et l'entrée de la salle des séances sera rigoureusement contrôlée.

L'échange de questions et de réponses ne figurera ni au procès-verbal, ni aux deux comptes rendus.

La séance est suspendue; elle sera reprise à huis clos dans dix minutes.

(*La séance publique suspendue à 11 h. 05, est reprise à 11 h. 50*)

M. le PRÉSIDENT. — La séance est reprise.

5. Etat de la sécurité européenne - Une force nucléaire O.T.A.N.

(*Suite de la discussion du rapport de la Commission des Questions de Défense et des Armements, et vote sur le projet de recommandation, Doc. 251 et amendement*)

M. le PRÉSIDENT. — Nous reprenons la discussion, interrompue précédemment, du rapport de la Commission des Questions de Défense et des Armements sur l'état de la sécurité européenne — Une force nucléaire O.T.A.N., Document 251.

La parole est à M. Kershaw.

M. KERSHAW (*Royaume-Uni*) (Traduction). — Je crains qu'après l'intéressant discours du ministre de la défense du Royaume-Uni et les questions qui l'ont suivi, la reprise des débats ne semble quelque peu prosaïque. Le rapport de M. Duynstee, que j'ai lu avec un immense intérêt, nous place devant un problème que beaucoup d'entre nous n'abordent qu'à contre-cœur, car la perspective d'une prolifération de forces nucléaires ne peut que nous inciter à réflexion.

Certains estiment que ces forces nucléaires supplémentaires sont inutiles, et qu'elles soulèvent en outre le problème du contrôle, dont on a déjà parlé. D'autres pensent que les risques seraient moindres pour notre sécurité s'il n'existait pas d'autres forces nucléaires que celles des Etats-Unis. Je ne suis pas absolument opposé à cette théorie, mais force nous est de reconnaître qu'il y a déjà d'autres forces nucléaires que celles des Etats-Unis et qu'il y en aura d'autres à l'avenir. C'est donc, de toute évidence, le devoir d'une Assemblée comme la nôtre d'examiner de quelle façon ces forces pourraient être organisées au mieux.